



Evaluation des cursus « Sciences politiques » - 2009/2010
Actualisation 2013 du Plan de suivi présenté par l'UCL
version synthétique 15 février 2014

Coordination et contact :

Prof. Benoît Rihoux, président de la Commission de programmes pour les sciences politiques

benoit.rihoux@uclouvain.be

Prof. Pierre Vercauteren, Vice-doyen ESPO UCL Mons

Pierre.vercauteren@uclouvain-mons.be

Introduction – mise en contexte

Lors de la visite des experts AEQES en 2010, l'Université catholique de Louvain était engagée dans la perspective d'une vaste fusion de 4 universités (UCL, FUCaM, FUNDP, FUSL). Cette fusion n'a pas eu lieu et le projet global a été abandonné. Cependant, la fusion entre l'UCL et les FUCaM a bel et bien été réalisée. Ce processus a concerné particulièrement la Faculté ESPO et touche nos programmes de sciences politiques, car UCL Mons (ex-FUCaM) offre également différents programmes en la matière. Il nous faut donc présenter dans un même rapport d'actualisation de plan de suivi deux dynamiques qui ont été lancées dans deux contextes initialement distincts et qui se sont rejointes partiellement en cours de processus.

Par ailleurs, le paysage de l'enseignement supérieur est en évolution profonde au sein de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Au cours de l'année 2012-2013, le projet du Ministre Marcourt de supprimer les « Académies » et de créer une Administration de l'enseignement supérieur (ARES) a fait l'objet de vives contestations (notamment menées par l'UCL) et de négociations dans la Fédération Wallonie-Bruxelles. Au final, le 'décret Marcourt' a été avalisé, moyennant divers aménagements. L'ARES, appelée à remplacer les organes de fédération actuels des universités et Hautes écoles, est actuellement en phase de lancement. Nous nous trouvons donc à nouveau dans une phase de transition au moment de rédiger le présent rapport ; ceci rend la tâche délicate en particulier en termes de projection vers les prochaines étapes.

L'objectif du présent document synthétique est double : d'une part de dresser un bilan intermédiaire des actions menées – jusqu'à présent de manière assez largement distincte – sur les sites de LLN et de Mons ; et d'autre part de servir de 'feuille de route' en vue d'une plus forte intégration dans la mise en œuvre du plan d'actualisation lors des prochaines années. Le présent rapport se nourrit également des recommandations des experts AEQES¹ suite à leur seconde visite en 2013.

Nous pouvons synthétiser nos axes de travail autour de trois grandes thématiques : (1) la rénovation des programmes de formation et de la pédagogie ; (2) La professionnalisation des études (y inclus leur internationalisation) ; et (3) les dispositifs de pilotage, de mesure, d'évaluation et de gestion qualité. Ces trois axes structurent donc le présent plan de suivi actualisé. Les dispositifs développés à LLN et à Mons sont présentés de manière distincte, ce qui reflète la spécificité de chacun des sites ainsi que le fait que les initiatives y ont été initialement développées de manière distincte.

I. La rénovation des programmes de formation et de la pédagogie

Sur le **site UCL-LLN**, nous avons mené deux opérations transversales, dans la durée – dans le cadre plus large d'un chantier UCL en matière d'amélioration de la qualité de l'enseignement :

1. Nous nous sommes engagés dans la fixation, pour tous les programmes de premier et deuxième cycles, d'acquis de l'apprentissage/ *learning outcomes* (AALO). Cet exercice est en cours de finalisation pour les différents programmes de sciences politiques.
2. La lutte contre l'échec a été, en suivant les recommandations insistantes des experts d'AEQES de 2010, considérée comme une des priorités de l'action au niveau du premier cycle. Une série de mesures ont été prises, avec création d'un ½ EFT au sein de la Faculté ESPO spécialement dédié à cette tâche (occupé par Patricia Vandamme).

Egalement sur le **site UCL-LLN**, deux initiatives spécifiques ont été lancées :

¹ Qu'il nous soit permis de remercier sincèrement ces collègues (2010 et 2013) pour la clarté de leurs diagnostics et recommandations, ainsi que pour leur prise en compte du contexte particulier (période de transition dans le cadre de la fusion UCL – UCL Mons).

1. Une réforme d'ensemble du parcours de formation méthodologique en Bachelier, dont la mise en œuvre a débuté en 2013. Elle s'est traduite par la création d'un cours d' « Epistémologie et démarche scientifique en sciences sociales » commun aux filières sciences politiques et socio-anthropologie, la réorganisation de l'ancien cours/séminaire de Bac 3 en un « Séminaire pratique de recherche en sciences politiques », et le développement d'un 'continuum méthodologique' articulant ces 2 enseignements avec les 2 séminaires méthodologiques (quali & quanti) en Bac 2.
2. Une réflexion en vue d'une rénovation prioritaire du Master 120 orientation 'générale', en se nourrissant d'une « mise au vert » organisée en septembre 2013. La réflexion est en cours ; le scénario privilégié est le redéploiement de 2 ou 3 finalités spécialisées, accompagnées d'une révision du tronc commun. Nous visons un lancement à l'horizon de la rentrée académique 2015-2016.

Sur le **site UCL-Mons**, les options stratégiques suivantes ont été définies, et les initiatives spécifiques suivantes ont été engagées :

1. La mise en œuvre d'un séminaire méthodologique par conseiller, pour garantir des contacts réguliers avec les étudiants. Différents cours de méthodologie viendront se greffer à ce séminaire et assureront à l'étudiant d'acquérir les outils nécessaires lui permettant de repérer les contraintes pesant sur les décisions collectives et d'agir sur celles-ci.
2. L'organisation d'un séminaire interne sur les spécificités cultivées à Mons.
3. L'expérimentation d'un système de monitorat en Bac 1. En plus des cours préparatoires avant la rentrée académique, des tests formatifs en novembre et des rendez-vous individuels, l'étudiant se voit offrir la possibilité d'un monitorat tout au long de l'année. L'accompagnement pédagogique est donc une des spécificités de l'UCL Mons et se constitue, grâce à diverses actions, tout au long de l'année.
4. La poursuite de l'offre d'un bachelier pluridisciplinaire. Cette pluridisciplinarité permet donc à l'étudiant d'évoluer dans un environnement ouvert à d'autres domaines et de se forger un bagage varié de compétences. L'étudiant recevra également une formation à deux langues étrangères (anglais et néerlandais/espagnol) lui permettant d'interagir au mieux avec son environnement.
5. L'introduction d'une approche dite de *problem solving*. L'étudiant construit lui-même ses connaissances par différentes interactions qu'il aura avec ses pairs, l'environnement et l'enseignant. Ce type d'apprentissage par problème sera encore plus développé grâce aux nouvelles salles dédiées à l'innovation pédagogique sur le site de Mons. Depuis un an, l'UCL Mons a investi massivement dans un projet collectif lié à l'innovation pédagogique et technologique. L'objectif est de positionner le campus montois de l'UCL comme un véritable lieu d'expertise reconnu en matières d'innovations pédagogiques, en exploitant au mieux les opportunités nouvelles qu'offrent les technologies numériques pour apporter de nouvelles compétences aux étudiants et mieux les préparer à leur future vie professionnelle. L'ensemble des professeurs de l'UCL Mons ont donc repensé leurs cours et leur façon d'enseigner pour favoriser les interactions et la participation active des étudiants, en s'appuyant sur les nouvelles technologies.
6. La suppression d'habilitations qui ne peuvent être attractives faute de ressources humaines suffisantes, et en particulier la suppression du Master 120 en sciences politiques orientation 'générale'.
7. L'offre aux étudiants issus des bacheliers de passerelles diversifiées en direction des masters offerts dans les établissements partenaires
8. La garantie d'un meilleur équilibre des charges dans le cursus des étudiants.

Pour les prochaines années, en termes de démarches conjointes entre les deux sites, un chantier commun s'impose à l'évidence, *a fortiori* suite à la suppression du Master 120 en sciences politiques orientation 'générale' sur le site de Mons : la refonte de ce Master 120 sur le site de LLN, à laquelle les académiques basés à Mons devront être pleinement associés.

II. La professionnalisation des études (y compris leur internationalisation)

Sur le **site UCL-LLN**, nous avons lancé ou prolongé les initiatives suivantes :

1. La poursuite de la pratique du stage obligatoire en Master 120 en Administration publique et en Master 120 en Sciences politiques, orientation Relations internationales, finalité Action humanitaire internationale. D'autre part, pour le Master 120 en Sciences politiques (orientation Relations internationales et orientation Générale), nous avons poursuivi l'encouragement à mener des stages (internes ou externes), mais sans les rendre obligatoire et en les considérant comme une démarche 'bottom up' de l'étudiant.
2. Le maintien des séjours Erasmus en Master, en lien avec le projet de mémoire et dans une perspective d'ouverture vers des 'niches' d'insertion professionnelle. Notre portefeuille de mobilité Erasmus est resté fort diversifié, avec cependant un déficit persistant dans le monde anglophone – déficit commun à toutes les universités de Belgique francophone. Il a été complété par plusieurs accords de mobilité hors-UE.
3. Le renforcement des éléments de professionnalisation en Master, par le biais d'une forte augmentation du nombre de cours et séminaires en enseignés en langue anglaise, l'invitation d'experts dans plusieurs cours, le développement d'activités d'enseignement orientées compétences (en particulier la préparation aux concours) et l'insertion d'une dimension professionnelle plus marquée dans certains cours (en particulier dans le Master 120 en Administration publique et dans la finalité Action humanitaire internationale).
4. L'articulation avec le monde professionnel : nous avons peu, dans l'ensemble, peu progressé en ce qui concerne la réactivation d'un réseau d'anciens étudiants. En revanche, nous avons renforcé notre offre de formation continue par le biais d'un Certificat l'attention des fonctionnaires fédéraux et communautaires, et par le lancement prochain d'un Master 60 (entièrement en ligne et à distance) en matière d'analyse des conflits, s'appuyant sur l'expérience de deux certificats de formation continue.

Sur le **site UCL-Mons**, les options stratégiques suivantes ont été définies, et les initiatives spécifiques suivantes ont été engagées :

1. La systématisation de la présence d'employeurs institutionnels aux Job days. Cette journée permet aux étudiants de Master de prendre des contacts avec certaines entreprises, d'être aidé pour la rédaction d'un CV ou de participer à des simulations d'entretien d'embauche.
2. Le renforcement de l'implication de professionnels dans les enseignements. En effet, de nombreux professionnels interviennent lors des enseignements afin d'apporter un éclairage particulier aux aspects théoriques vus durant le cours.
3. Le renforcement de l'aide à l'insertion professionnelle en dotant le service en ressources RH. Une cellule emploi et stages se tient à la disposition des étudiants afin de les aider dans les démarches administratives de recherche d'un stage (pour rappel, obligatoire et d'une durée de trois mois durant la deuxième année de Master) et de recherche d'un emploi. La cellule Alumni aide également les étudiants à entrer en contact avec d'anciens étudiants travaillant en Belgique ou à l'étranger.
4. La mutualisation de la politique d'échanges internationaux. Le portefeuille de destination d'échange et des partenariats s'est vu considérablement augmenter. Les étudiants du site de Mons ont l'opportunité d'effectuer un échange lors du premier quadrimestre de la troisième année de bachelier et lors du premier quadrimestre de la deuxième année de master. Cette possibilité de double échange est fortement appréciée par l'ensemble des étudiants et ce, grâce à l'ouverture internationale qu'ils peuvent acquérir durant leurs études et mettre en avant dans un CV.

Pour les prochaines années, en termes de démarches conjointes entre les deux sites, nous identifions à ce stade deux possibilités prioritaires : une intensification de la politique de stages par le biais d'une mutualisation de nos moyens et procédures, et un enrichissement de l'offre de mobilité internationale, en particulier par le biais d'une mutualisation de nos accords Erasmus.

III. Les dispositifs de pilotage, de mesure, d'évaluation et de gestion qualité

Sur le **site UCL-LLN**, l'opération transversale suivante a été menée à l'échelle de l'université :

1. La mesure détaillée de la charge de travail réelle d'enseignement des académiques, en ce inclus les encadrements de mémoires et les charges d'animation des programmes ; ceci a permis de procéder à quelques rééquilibrages dans notre staff enseignant. Par ailleurs, nous avons poursuivi et affiné la pratique de *dispatching* annuel détaillé des charges d'encadrement entre assistants, à l'échelon de l'Ecole PSAD.

Egalement sur le **site UCL-LLN**, nous avons lancé ou prolongé les initiatives spécifiques suivantes :

1. En matière d'évaluation des enseignements par les étudiants : pour le Bac, nous avons décidé d'évaluer chaque cours tous les 2 ans (cette décision s'applique à l'ensemble des programmes de premier cycle de la Faculté), vu le grand nombre de cours ; pour les Masters, tous les cours sont 'en proposition d'évaluation' chaque année via un questionnaire d'enquête, et chaque académique peut choisir de l'appliquer ou non à son cours. Nous avons par ailleurs poursuivi la pratique des comités d'année semestriels, systématique en Bachelier et dans les filières comptant le plus d'étudiants en Master.
2. En matière d'évaluation des apprentissages par QCM : dans un contexte de RH limitées (assistants) et d'un nombre élevé d'étudiants dans les filières de Bac (cours en grands auditoriums), nos efforts ont surtout visé à mieux encadrer la pratique des QCM afin d'en améliorer la qualité : dissémination de 'bonnes pratiques' vers les enseignants, ajout d'au moins une question ouverte, diagnostic de qualité du QCM par la cellule EVA.

Sur le **site UCL-Mons**, les options stratégiques suivantes ont été définies, et les initiatives spécifiques suivantes ont été engagées :

1. La mise en place d'un système de gestion de la qualité attaché au CPU. La gestion de la qualité sur le site de Mons se fait donc en totale collaboration avec la Faculté et les services centraux de LLN.
2. La garantie d'un égal accès aux ressources documentaires UCL pour les étudiants.

Pour les prochaines années, en termes de démarches conjointes entre les deux sites, les possibilités d'initiatives spécifiques aux filières de sciences politiques apparaissent assez limitées ; les principales impulsions (évaluation des cours, gestion qualité, QCM) seront posées à des échelons supérieurs. Nous pouvons néanmoins escompter, au minimum, des échanges de 'bonnes pratiques' à mesure de l'accroissement de la mobilité des enseignants entre les deux sites. Nous pourrions également porter conjointement vers les autorités le dossier de la non-comptabilisation des activités de formation doctorale dans la charge d'enseignement – question particulièrement problématique dans les sciences sociales et en science politique en particulier.

IV. Eléments de conclusion

La démarche AEQES engagée en 2010 dans deux contextes institutionnels initialement distincts, actualisée en 2013, a été menée dans un environnement marqué par deux mutations majeures : d'une part la fusion UCL-FUCaM dont différents chantiers restent ouverts, et d'autre part la réorganisation de tous les cursus (et organisations) universitaires en vertu du 'Décret Marcourt'.

Notre exercice a donc été doublement difficile. Il nous est encore plus difficile de nous projeter à l'horizon des prochaines années, à tout le moins en termes de dispositifs concrets, car bien des modalités concrètes et des implications techniques de la mise en œuvre du 'Décret Marcourt' n'ont à ce jour pas été clarifiées.

Malgré le cadre plus contraignant du futur contexte 'Marcourt', nous espérons pouvoir continuer à développer nos points forts, parmi lesquels : l'organisation de l'enseignement des sciences politiques autour d'un important socle interdisciplinaire débouchant sur une ouverture progressive aux orientations majeures de la discipline, l'offre d'une formation méthodologique rigoureuse, la diversité des orientations en Masters et l'internationalisation des programmes de Masters.

Il nous faut cependant considérer nos limites qui sont réelles en termes de RH – dans le meilleur des scénarii, notre cadre de personnel académique, scientifique et administratif restera stable durant les prochaines années – et qui expliquent également notre approche prudente sur des dossiers tels que les QCM ou la politique des stages. Ceci explique également un certain écart entre la qualité (reconnue) de nos programmes et notre capacité à nous engager structurellement dans des dispositifs de pilotage, d'évaluation et de gestion qualité – exercices sans doute utiles mais fort consommateurs en temps dans un contexte où le personnel académique doit faire face à une multiplication de sollicitations de ce type à la fois en matière d'enseignement et de recherche.

Une autre limite est notre caractère bi-site, avec des réalités de terrain fort différentes à LLN et à Mons. Nous avons néanmoins tenté, dans le présent rapport synthétique, d'identifier quelques chantiers prioritaires qui pourront être poursuivis en '*win-win*' entre les deux sites.
